

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

24 MARS 1994

PROPOSITION DE RESOLUTION relative à la protection du peuple tibétain

PROPOSITION DE RESOLUTION relative à l'occupation du Tibet par la Chine

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. VAN DER MAELEN

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

24 MAART 1994

VOORSTEL VAN RESOLUTIE betreffende de bescherming van het Tibetaanse volk

VOORSTEL VAN RESOLUTIE betreffende de Chinese bezetting van Tibet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN DER MAELEN

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.

P.S. MM. Coëme, Collart, Harmegnies (Y.), Mme Lizin.

V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Kemppinaire, Mme Neyts-Uyttebroeck.

S.P. MM. De Bremaeker, Van der Maele, Van der Sande.

P.R.L. MM. Damseaux, Gol.

P.S.C. MM. Gehlen, Nothomb.

Ecolo/ Mme Aelvoet, M. Winkel.
Agalev M. Van Overmeire.

Blok

B. — Suppléants :

MM. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquière, Tant, N.

MM. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.

MM. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.

MM. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleecckx.

MM. De Decker, Duquesne, Kubla.

MM. Beaufays, Grimberghs, Thissen.

MM. Morael, Van Dienderen, Viseur.

MM. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.

P.S. HH. Coëme, Collart, Harmegnies (Y.), Mevr. Lizin.

V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Kemppinaire, Mevr. Neyts-Uyttebroeck.

S.P. HH. De Bremaeker, Van der Maele, Van der Sande.

P.R.L. HH. Damseaux, Gol.

P.S.C. HH. Gehlen, Nothomb.

Ecolo/ Mevr. Aelvoet, H. Winkel.

Agalev M. Van Overmeire.

Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquière, Tant, N.

HH. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.

HH. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.

HH. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleecckx.

HH. De Decker, Duquesne, Kubla.

HH. Beaufays, Grimberghs, Thissen.

HH. Morael, Van Dienderen, Viseur.

HH. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

Zie :

- 1132 - 92 / 93 :

— N° 1 : Proposition de résolution de M. Simons et consorts.
— N° 2 à 4 : Amendements.

Zie ook :

— N° 6 : Tekst aangenomen door de Commissie.

- 1055 - 92 / 93 :

— N° 1 : Voorstel van resolutie van de heer De Mol.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

Voir :

- 1132 - 92 / 93 :

— N° 1 : Proposition de résolution de M. Simons et consorts.
— N° 2 à 4 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 6 : Texte adopté par la Commission.

- 1055 - 92 / 93 :

— N° 1 : Proposition de résolution de M. De Mol.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'examen des deux propositions de résolution par la Commission a été entamé lors de la réunion du 2 février 1994.

Après un exposé introductif de chacun des deux auteurs principaux et une première discussion des propositions de résolution ainsi que des amendements n°s 1 à 3 de M. Mayeur (Doc. n° 1132/2), *le rapporteur* constate que les différents textes présentés reposent sur des préoccupations similaires; il suggère dès lors que leurs auteurs se concertent en vue de proposer un texte commun.

La discussion s'est poursuivie lors de la réunion du 15 février suivant, sur la base d'une telle proposition de texte commun (soit l'amendement n° 4 de MM. De Mol et Simons, proposé en remplacement de l'ensemble du texte de la résolution — voir Doc. n° 1132/3).

Les votes ont eu lieu lors de la réunion de la Commission du 16 mars suivant.

I. — EXPOSES INTRODUCTIFS DES DEUX AUTEURS PRINCIPAUX

M. De Mol rappelle l'interpellation sur « la position de la Belgique face à la situation du Tibet et au « réveil indépendantiste » que connaît ce pays », développée par M. Simons le 15 juin 1993, et la motion adoptée par la Chambre le 28 juin suivant.

Il souligne les menaces graves qui pèsent sur le Tibet et sa population, telles que décrites dans les développements de la proposition et énumérées dans les considérants (voir Doc. n° 1055/1).

Les signataires de la proposition considèrent que le Tibet constitue un pays occupé. Si, sur le plan international, cette situation d'occupation est parfois contestée, la Chambre a cependant clairement pris position, en dénonçant, dans la motion citée ci-dessus, « les violations constantes des droits de l'homme perpétrées par la Chine au Tibet occupé ».

Les pressions sur les autorités chinoises qu'il est demandé au gouvernement d'exercer, de même que la politique commune à mettre sur pied avec les partenaires de la Belgique au sein de l'Union européenne, portent sur quatre points : mettre fin aux violations des droits de l'homme d'une part et aux atteintes à l'environnement d'autre part; mettre un terme à la politique de colonisation menée par les autorités chinoises; obtenir la libération des prison-

DAMES EN HEREN,

De Commissie heeft de twee desbetreffende voorstellen van resolutie tijdens haar vergadering van 2 februari 1994 besproken.

Nadat ieder van de twee hoofdindieners een inleiding heeft gegeven en een eerste besprekking van de voorstellen van resolutie en de amendementen n°s 1 tot 3 van de heer Mayeur (Stuk n° 1132/2) is gehouden, stelt *de rapporteur* vast dat aan de diverse teksten soortgelijke bekommernissen ten grondslag liggen. Hij stelt dan ook voor dat de indieners ervan met elkaar overleggen om tot een gemeenschappelijk voorstel te komen.

De besprekking is tijdens de vergadering van 15 februari 1994 voortgezet op grond van een dergelijk gezamenlijk tekstvoorstel (te weten de tekst van amendement n° 4 van de heren De Mol en Simons, voorgesteld ter vervanging van de hele tekst van de resolutie — cf. Stuk n° 1132/3).

De stemmingen werden gehouden tijdens de Commissievergadering van 16 maart 1994 daaropvolgend.

I. — INLEIDING VAN DE TWEE HOOFDINDIENERS

De heer De Mol herinnert aan de interpellatie over « het standpunt van België ten aanzien van de toestand in Tibet en het vernieuwde onafhankelijkheidsstreven van dit land », die de heer Simons op 15 juni 1993 heeft gehouden, alsmede aan de op 28 juni 1993 door de Kamer aangenomen motie.

Hij wijst op de ernstige bedreigingen die op Tibet en zijn bevolking rusten, en refereert daarvoor aan de toelichting bij het voorstel en aan de consideransen (cf. Stuk n° 1055/1).

De ondertekenaars van het voorstel zijn van mening dat Tibet een bezet land is. In internationaal verband wordt deze bezetting weliswaar bij sommige gelegenheden aan de kaak gesteld. Ook de Kamer heeft terzake duidelijk stelling genomen, met name door in de bovengenoemde motie « de voortdurende schendingen van de mensenrechten (...), die door China in het bezette Tibet worden bedreven » aan te klagen.

De druk op de Chinese autoriteiten die de regering verzocht wordt uit te oefenen, alsmede de gemeenschappelijke politiek die met de overige Lid-Staten van de Europese Unie moet worden uitgewerkt, hebben betrekking op vier punten, met name : het beëindigen van de schendingen van de mensenrechten alsmede van het milieu; het stopzetten van het door de Chinese autoriteiten gevoerde kolonialisatiebeleid; de invrijheidstelling van de politieke gevangenen; de

niers d'opinion; modifier la situation du Tibet de manière à ce que celui-ci accède à l'autodétermination et devienne une zone de paix.

*
* * *

M. Simons rappelle que, lorsqu'elle adopte une résolution, la Chambre indique de manière claire où elle juge que se situe la responsabilité d'une situation donnée et ce qui, à son estime, doit être fait.

Une telle prise de position, susceptible d'être rigoureuse, a valeur de message, qu'il appartiendra au gouvernement de transmettre; c'est donc ce dernier qui sera appelé à établir l'exécutabilité des mesures réclamées.

En tout état de cause, le texte retenu ne devrait pas être en retrait par rapport à l'ordre du jour adopté par la Chambre le 28 juin 1993 (cf. ci-avant).

L'intervenant souligne les menaces qui pèsent sur la culture tibétaine, même si la stratégie adoptée par les autorités chinoises depuis 1983 est moins brutale que celle suivie précédemment.

En matière d'environnement également, le danger est réel, les autorités chinoises ayant opté pour une nucléarisation croissante du Tibet et pour une politique de déboisement menée sur une grande échelle.

Enfin, l'auteur souligne que la proposition n° 1132, cosignée par des représentants de quasi tous les partis démocratiques, est le fruit d'un travail de longue haleine mené par des parlementaires issus de différents horizons, en concertation avec les sympathisants en Belgique de la cause tibétaine.

Dès lors que le texte de cette seconde proposition est le produit d'une aussi large concertation, il apparaît préférable de le prendre comme base de discussion.

II. — DISCUSSION

M. De Bremaeker estime qu'il est permis de s'interroger sur l'exactitude de certaines des données citées par les auteurs des deux propositions (par exemple, en ce qui concerne les chiffres relatifs à la population ou aux monastères et temples détruits ...).

L'intervenant rappelle avoir récemment effectué un voyage en Chine (du 22 au 29 janvier 1994), avec d'autres membres de l'Union interparlementaire. Les informations obtenues à cette occasion, entre autres auprès de la représentation belge en Chine, appellent à nuancer le tableau brossé dans les développements des deux propositions : importantes dans les villes, les implantations de population chinoise au Tibet seraient en fait bien moindres dans les campagnes; quant à la répression brutale et aux destructions massives, elles ont principalement eu lieu du-

omvorming van Tibet tot een land waar het recht op zelfbeschikking geldt en vrede heerst.

*
* * *

De heer Simons herinnert eraan dat de Kamer met de aanneming van een resolutie duidelijk te kennen geeft wie zij voor een bepaalde situatie verantwoordelijk acht en wat volgens haar dient te geschieden om die te verhelpen.

Een dergelijke, mogelijk krachtige, stellingname komt neer op een boodschap die de regering moet overbrengen. Het komt dan ook de regering toe vast te stellen of de gevraagde maatregelen uitvoerbaar zijn.

Hoe dan ook mag de tekst die nu wordt aangenomen geen stap achteruit zijn vergeleken bij de motie die de Kamer op 28 juni 1993 heeft aangenomen (zie hierboven).

Spreker attendeert erop dat de Tibetaanse cultuur wordt bedreigd, ook al is de door de Chinese autoriteiten gevolgde strategie sedert 1983 minder agressief geworden.

Ook op milieugebied is er een reëel gevaar doordat China heeft gekozen voor een toenemende nuclearisering van Tibet en een grootschalig ontbossingsbeleid.

Tot slot wijst spreker erop dat voorstel n° 1132, dat door vertegenwoordigers van nagenoeg alle democratische partijen is medeondertekend, het resultaat is van lange-termijninspanningen die door parlementsleden met uiteenlopende achtergrond zijn geleverd in overleg met de in België bedrijvige sympathisanten van de Tibetaanse zaak.

Aangezien de tweede tekst van het voorstel is geresulteerd uit een zo breed mogelijk overleg, lijkt het dan ook wenselijk dat bij de besprekking van deze tekst wordt uitgegaan.

II. — BESPREKING

De heer De Bremaeker plaatst vraagtekens bij de correctheid van sommige gegevens die de indieners van de twee voorstellen hebben vermeld (bijvoorbeeld de bevolkingscijfers of de cijfers met betrekking tot het aantal vernielde tempels en kloosters).

Spreker herinnert eraan dat hij onlangs met andere leden van de Interparlementaire Unie een reis naar China heeft gemaakt (van 22 tot 29 januari 1994). De tijdens deze reis ingewonnen informatie bij onder meer de Belgische vertegenwoordiging in China, noopt tot nuancingering van de situatie die in de toelichting bij de twee voorstellen wordt geschetst. Hoewel de Tibetaanse steden veel Chinese inwoners tellen, zouden er veel minder zijn op het platteland. De gewelddadige repressie en de massale vernielingen zouden dan weer vooral hebben plaatsgehad tij-

rant la révolution culturelle, laquelle a également frappé durement la population chinoise.

Certes, la situation qui existe au Tibet sur le plan des droits de l'homme est inquiétante, et les membres de la délégation qui s'est rendue en Chine n'ont d'ailleurs pas manqué de soulever cette question dans leurs contacts avec les autorités chinoises. Il ne conviendrait cependant pas que, pour exprimer son indignation — légitime — à ce sujet, la Chambre fasse état de données contestables.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères déclare que la Belgique s'inquiète depuis longtemps de l'évolution de la situation en matière de droits de l'homme en Chine et plus particulièrement au Tibet. Chacun des contacts avec les autorités chinoises ou leurs représentants a été l'occasion de rappeler cette inquiétude face à l'attitude chinoise vis-à-vis des droits fondamentaux. Le souci mis en avant par les auteurs des deux propositions est donc aussi celui du gouvernement.

Des préoccupations semblables ont guidé les diverses démarches déjà effectuées par les Douze pour rappeler l'exigence du respect des droits de l'homme. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que les intérêts économiques en jeu plaident pour une normalisation des relations avec la Chine.

En ce qui concerne les textes proposés, le ministre exprime les observations suivantes :

— Comment parler d'« occupation » du Tibet par la Chine, dès lors qu'il ne s'est trouvé aucun membre des Nations Unies pour remettre en cause la souveraineté chinoise lors de la reconnaissance de la République populaire de Chine (laquelle impliquait la reconnaissance d'un territoire) ?

— Le droit du Tibet à « l'autodétermination », réclamé par les auteurs des deux propositions, lui a — en théorie — d'ores et déjà été concédé par les autorités chinoises.

— La « volonté d'indépendance nationale » dont il est fait état dans les considérants de la proposition n° 1055 va au-delà de ce que réclame le Dalai-Lama, qui se limite à demander le respect des droits de l'homme et l'accès à l'autonomie.

A propos de la première des remarques émises par le ministre, *M. Simons* fait observer que l'ordre du jour adopté par la Chambre le 28 juin 1993 dénonçait précisément « les violations constantes des droits de l'homme perpétrées par la Chine au Tibet occupé ».

*

* * *

Lors de la deuxième réunion, la discussion prend pour base l'amendement n° 4 de MM. De Mol et Simons, qui vise à remplacer l'ensemble du texte de la résolution (cf. ci-avant).

M. De Mol, coauteur de cet amendement, attire l'attention sur le fait que les développements de la

dens de culturele revolutie, die ook de Chinese bevolking hard heeft getroffen.

De huidige mensenrechtensituatie in Tibet is weliswaar onrustwekkend, en de delegatieleden hebben tijdens hun reis niet nagelaten om dat probleem in hun gesprekken met de Chinese autoriteiten aan te kaarten. Het is evenwel niet wenselijk dat de Kamer gebruik zou maken van betwistbare gegevens om uiting te geven aan haar — overigens terechte — verontwaardiging.

De vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken verklaart dat België al langer bezorgd is over de ontwikkeling van de situatie inzake de mensenrechten in China en meer bepaald in Tibet. Bij ieder contact met de Chinese overheid of haar vertegenwoordigers is gewezen op die ongerustheid over de Chinese houding met betrekking tot de fundamentele rechten. De regering deelt dus de bezorgdheid van de indieners van de twee voorstellen.

Een soortgelijke bezorgdheid heeft er ook voor gezorgd dat de Twaalf reeds stappen hebben ondernomen om de eerbiediging van de mensenrechten te eisen. Er mag echter niet uit het oog worden verloren dat de economische belangen die op het spel staan, pleiten voor een normalisatie van de betrekkingen met China.

Met betrekking tot de voorgestelde teksten heeft de minister de volgende opmerkingen :

— Kan wel over « bezetting » van Tibet door China worden gesproken, gelet op het feit dat geen enkel lid van de Verenigde Naties de soevereiniteit van China heeft betwist bij de erkenning van de Volksrepubliek China (wat de erkenning van een grondgebied impliceert) ?

— Het recht van Tibet op « zelfbeschikking », dat door de indieners van beide voorstellen wordt geëist, is volgens hem — in theorie — door de Chinese overheid reeds verleend.

— De « wens van het Tibetaanse volk voor nationale onafhankelijkheid », waarvan in de consideransen van het voorstel n° 1055 gewag wordt gemaakt, gaat verder dan wat de Dalai Lama vraagt; hij beperkt zich tot een verzoek om de mensenrechten te eerbiedigen en autonomie te verlenen.

Met betrekking tot de eerste opmerking van de minister merkt de heer Simons op dat de Kamer op 28 juni 1993 een motie heeft aangenomen waarin wel degelijk de voortdurende schendingen van de mensenrechten door China in het bezette Tibet aan de kaak werden gesteld.

*

* * *

Tijdens de tweede vergadering wordt de besprekking gevoerd op grond van amendement n° 4 van de heren De Mol en Simons, dat ertoe strekt de volledige tekst van de resolutie te vervangen (zie hierboven).

De heer De Mol, mede-indiener van het amendement, vestigt er de aandacht op dat de toelichting bij

proposition n° 1055/1 constituent également la justification du nouveau texte proposé.

Il y ajoute toutefois la constatation suivante : « la colonisation économique du Tibet par la Chine a pour conséquence que le revenu annuel d'un Tibétain s'élève à 80 \$ » (Source = PNUD).

Le ministre réitère les observations formulées lors de la discussion des textes initiaux (voir ci-avant).

Il ajoute que, en insistant à la fois sur le désir du peuple tibétain « de recouvrer son autonomie nationale » (avant-dernier considérant) et sur le droit de ce peuple « à l'autodétermination » (1^{er} alinéa du dispositif, 4^e tiret) le nouveau texte proposé contient en outre une contradiction.

Enfin, le ministre attire l'attention sur le fait que la militarisation croissante du Tibet et l'installation d'armes nucléaires chinoises, dénoncées par les auteurs de la proposition, concernent principalement des régions dont l'appartenance au Tibet est contestable.

Le texte proposé suscite en outre les remarques suivantes de la part des membres :

— *M. De Bremaeker* souligne la nécessité de n'avancer aucun argument susceptible d'être contesté (voir également la remarque du même intervenant ci-avant).

— *MM. De Bremaeker et Van Peel* partagent l'objection du ministre quant au caractère discutable, sur le plan du droit international, d'une dénonciation de l'*occupation* chinoise (voir ci-avant).

— *M. Van Dienderen* déclare approuver le souci de voir respecter l'identité et la culture tibétaines qui a guidé les auteurs.

Il met toutefois en garde contre toute démarche tendant à promouvoir l'indépendance du Tibet plutôt que son autonomie : l'évolution de la situation dans les Balkans ne montre-t-elle pas à suffisance les dangers de la voie nationaliste ?

A ces différentes observations, les auteurs répondent ce qui suit :

— *en ce qui concerne la référence à l'« occupation » du Tibet par la Chine :*

MM. De Mol et Simons déclarent prendre en compte la remarque formulée par le ministre : en droit international, le Tibet n'est pas occupé par la Chine, même s'il faut souligner que la présence chinoise au Tibet pose de graves problèmes.

En conséquence, ils déposent un sous-amendement (n° 5) visant à supprimer le quatrième considérant de leur amendement n° 4.

het voorstel n° 1055/1 ook de verantwoording van de nieuwe voorgestelde tekst is.

Hij voegt er evenwel de volgende vaststelling aan toe : « De economische kolonisering van Tibet door China heeft tot gevolg dat het jaarlijks inkomen van een Tibetaan 80 dollar bedraagt » (United Nations Development Program).

De minister herhaalt de opmerkingen die hij bij de besprekking van de oorspronkelijke teksten heeft gemaakt (zie hierboven).

Hij voegt eraan toe dat de voorgestelde tekst bovendien een tegenstrijdigheid bevat, aangezien de aandacht enerzijds wordt gevestigd op « de wens van het Tibetaanse volk voor nationale onafhankelijkheid » (voorlaatste considerans) en anderzijds op « het recht op zelfbeschikking » (eerste lid van het beschikkend gedeelte, vierde streepje).

Tot slot wijst de minister erop dat de toenemende militarisering van Tibet en de installatie van Chinese kernwapens die door de indiëners worden aangeklaagd, plaatsvinden in streken waarvan kan worden betwist of ze wel bij Tibet horen.

De leden maken voorts nog de volgende opmerkingen bij de voorgestelde tekst :

— *De heer De Bremaeker* onderstreept dat betwistbare argumenten uit den boze zijn (zie ook de opmerking van dezelfde spreker hierboven).

— *De heren De Bremaeker en Van Peel* zijn net als de minister van mening dat het aan de kaak stellen van de Chinese bezetting naar internationaal recht betwistbaar is (zie hierboven).

— *De heer Van Dienderen* keurt goed dat de indiëners zich hebben laten leiden door hun bezorgdheid voor de eerbiediging van de identiteit en de cultuur van de Tibetanen.

Hij waarschuwt evenwel voor ontwikkelingen waarbij gestreefd wordt naar de onafhankelijkheid van Tibet in plaats van naar autonomie : toont het verloop van de gebeurtenissen in de Balkan niet voldoende aan welke gevaren achter de nationalistische strekkingen schuilgaan ?

De indiëners geven naar aanleiding van die opmerkingen de volgende antwoorden :

— *met betrekking tot de verwijzing naar de « bezetting » van Tibet door China :*

De heren De Mol en Simons zeggen dat ze rekening houden met de opmerking van de minister : volgens het internationale recht wordt Tibet niet bezet door China, al moet worden onderstreept dat de Chinese aanwezigheid in Tibet voor ernstige moeilijkheden zorgt.

Zij dienen bijgevolg een subamendement (n° 5) in dat ertoe strekt de vierde considerans van hun amendement n° 4 weg te laten.

— en ce qui concerne la référence à « l'indépendance nationale du Tibet » :

MM. De Mol et Simons conviennent que la résolution doit être en conformité avec la position récemment adoptée par le Dalaï-Lama.

M. De Mol fait observer que cette prise de position, justifiée par des considérations tactiques, s'inscrit dans une analyse centrée sur le court terme.

Le sous-amendement n° 6 de *MM. Simons et De Mol* tend à remplacer le mot « indépendant » par le mot « autonomie » au dernier considérant du texte de l'amendement n° 4.

— en ce qui concerne les données auxquelles il est fait référence :

M. De Mol fait observer que la question des limites territoriales du Tibet ou celle du nombre de ses habitants ne constituent pas l'essentiel dans la proposition de résolution à l'examen.

III. — VOTES

Les sous-amendements n°s 5 et 6 de *MM. Simons et De Mol* sont successivement adoptés à l'unanimité.

Ainsi modifié, l'amendement n° 4 de *MM. De Mol et Simons*, qui remplace le texte des propositions de résolution n°s 1055/1 et 1132/1, est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
D. VAN DER MAELEN

Le Président a.i.,
A. KEMPINAIRE

— met betrekking tot de verwijzing naar « de nationale onafhankelijkheid van Tibet » :

De heren De Mol en Simons erkennen dat de resolutie in het verlengde moet liggen van het standpunt dat de Dalai Lama onlangs heeft ingenomen.

Volgens de heer De Mol is dat standpunt om tactische redenen ingenomen en past het in een analyse op korte termijn.

Subamendement n° 6 van *de heren De Mol en Simons* strekt ertoe in amendement n° 4, laatste considerans, het woord « onafhankelijkheid » te vervangen door het woord « autonomie ».

— met betrekking tot de gegevens waarnaar wordt verwezen :

De heer De Mol merkt op dat de problemen betreffende de grenzen van het grondgebied of het bevolkingsaantal van Tibet geen wezenlijk bestanddeel van de voorliggende resolutie vormen.

III. — STEMMINGEN

De subamendementen n°s 5 en 6 van *de heren De Mol en Simons* worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde amendement n° 4 van *de heren De Mol en Simons*, dat de tekst van de voorstellen van resolutie n°s 1055/1 en 1132/1 vervangt, wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,
D. VAN DER MAELEN

De Voorzitter a.i.,
A. KEMPINAIRE